

ICI, LA-BAS ET MAINTENANT... EUROPEENNES ET APRES !

De Claude Ramin

Il est temps de dépasser le « mythe du 29 mai ». Ne nous laissons pas abuser par le rappel incessant du résultat du vote de Mai 2005.

Attachons-nous au débat de fond, nous avons gagné en étant contre le projet de constitutionnalisation de la loi de la concurrence épine dorsale de cette union européenne, cette victoire électorale a été obtenue grâce à une triple convergence, au moins, le mouvement social de l'époque, la diffusion et l'appropriation du débat au niveau citoyen, une campagne commune.

La cohérence politique aurait voulu que nous construisions dès le lendemain l'Europe des peuples. Or dès le lendemain... les forces politiques institutionnelles appelaient à la compatibilité des oui et des non ! La représentation institutionnelle se chargeant quelques temps après d'effacer ce vote populaire...

Interrogeons-nous sur la part des « non de gauche » dans ces 55% ? Que sont-ils devenus ensuite ? Qu'ont-ils fait lors des événements de Ceuta et Melilla (caricature de cette union européenne forteresse) ? Qu'ont-ils fait lors de l'instauration du ministère de la honte dans l'hexagone ? C'est du Sud par la voix de P.Chamoiseau et E.Glissant (cf. « Les murs ») qu'est venu le sursaut donnant du sens. Lors du vote de la directive européenne de la honte, c'est d'Evo Morales qu'est venue la encore le sursaut par sa lettre remplie d'humanité. Face au démantèlement des solidarités et à la compétition de tous contre chacun et de tous contre la nature c'est encore du Sud qu'est venu le magnifique manifeste des neufs intellectuels Antillais portant le débat au cœur du système capitaliste à partir de la nécessaire articulation entre les produits de première nécessité (« panier de la ménagère ») et les « produits » de haute nécessité (temps non contraint, liens non marchands, autonomie, épanouissement personnel et collectif... pour refaire société) essentiels pour redonner du sens à notre action/réflexion collective permettant d'accéder à l'émancipation des êtres humains en harmonie avec l'équilibre de nos écosystèmes.

Ce que nous n'avons pas fait en trois/quatre ans nous le ferions en quelques mois ? De qui se moque-t-on ? D'autant qu'après le 29 mai nous nous sommes divisés lors de l'épisode des collectifs antilibéraux pour une candidature commune aux présidentielles de 2007 SANS en tirer les conséquences sur le plan politique (pourquoi cet échec électoral ? pourquoi alors n'avons-nous pas repris le débat critique sur les « 125 propositions » fondées sur une logique purement keynésienne ? pourquoi n'avons-nous pas réussi à nous « sortir » des antis ?, même anti nous nous référons pourtant encore aux mêmes critères !).

Nous ne l'avons pas fait parce que nous avons « évité soigneusement » les problèmes de fond et sommes restés dans nos microcosmes respectifs au lieu de les soumettre au débat citoyen, en particulier celui de la nécessaire sortie du système capitaliste porteur depuis des années de crises à répétition avec des conséquences désastreuses pour le grand nombre et pour nos écosystèmes. Aujourd'hui nous sommes face à une crise systémique, démocratique, alimentaire, écologique, sociale, anthropologique qui devient palpable touchant durement le plus grand nombre. Il serait insensé de pouvoir imaginer policer ce système capitaliste et le relancer par la croissance pour « faire comme avant », ou même le relancer par une croissance peinte en vert, ou encore espérer un grand soir... tout cela nous conduirait à foncer tête baissée en regardant dans le rétroviseur !

Sortons des mêmes ritournelles entendues à chaque élection venue (faire un score à deux chiffres, battre la droite,...).

Le système capitaliste est fondé sur la concurrence, la compétition, la cupidité, la violence physique et psychique, la soif de pouvoir,...

Or les organisations fonctionnent à chaque élection selon cette même logique de concurrence pour le pouvoir, pour se couler dans les institutions existantes plutôt que de les subvertir pour redonner du sens à la démocratie.

Sans doute aussi s'agit-il de quémander des moyens de subsistances via les règles électorales inscrites dans les institutions existantes pour maintenir l'organisation en tant que telle alors que toute organisation n'est qu'un outil mis au service du plus grand nombre.

Au prétexte de l'urgence... qui perdure depuis des années ! Il est temps de sortir des slogans et de l'incantation en appelant à l'unité bêlante pour construire nos convergences à partir des résistances d'ici et de là-bas, pour construire les liens à partir des préoccupations concrètes du plus grand nombre.

Interrogeons-nous d'abord sur : qu'est ce que la gauche aujourd'hui ? Plutôt que de parler de « gauche », de « gauche de gauche », « d'extrême gauche » voire « d'ultra gauche ».

Pour un certain nombre d'entre nous, nous pouvons nous situer, venant de cultures différentes, dans la filiation de cette gauche définie comme celle où les citoyens se sont mis, hier, à la gauche du roi... pour abolir l'ordre établi. Certain(e)s sont « dans » des organisations, beaucoup d'autres en dehors. Aujourd'hui, paradoxalement, au nom d'une unité en vue des élections européennes, il se crée presque chaque jour une fraction supplémentaire !

Interrogeons-nous ensuite sur cette « gauche » étatiste conduisant à la confiscation de la démocratie par une nomenklatura qui a trahi les plus beaux idéaux qu'elle était censée porter... Nous n'avons pas beaucoup inventé en matière de pratiques démocratiques effectives, incluant une information libérée du marché, ouvertes au grand nombre !

Interrogeons-nous encore sur cette « gauche » productiviste qui ne trouve de salut que dans la croissance et le techno scientisme, sur sa responsabilité dans la destruction de nos écosystèmes. La croissance étant aujourd'hui non pas la solution mais le problème.

Interrogeons-nous enfin (provisoirement !) sur le fait que cette gauche définie plus haut ne peut à elle seule porter le projet émancipateur.

D'autres comme par exemple « les Alternatifs » peuvent être situés à « l'articulation » de cette gauche et de l'écologie politique.

Beaucoup d'autres encore pensent et agissent aussi dans le même sens avec leur sensibilité comme les objecteurs de croissance, les porteurs de l'écologie politique et bien d'autres encore à travers associations, réseaux, mouvements, appels et initiatives citoyennes de désobéissance civique tant la loi devient injuste et toujours plus répressive pour le plus grand nombre...

Il est temps de faire un pas sur le côté !

Attelons-nous à nous sortir de cette gangue de la pensée unique qui colonise nos cerveaux, de nous libérer de ce corset systémique, c'est sans doute la condition première pour sortir des rails d'un système inique.

Il s'agit d'inventer pour changer radicalement de paradigmes, mettons un terme à la logique de concurrence, tissons les liens pour retrouver du sens, pour faire société

ouverte sur le village monde. Ouvrons ensemble des perspectives pour dépasser ce système capitaliste...

Face à l'uniformité de ce système et au réalisme de gestion et d'accompagnement mortifères que nous chantent les thuriféraires dudit système, notre diversité reste notre force pour dépasser, et non abattre, ce système car seule aujourd'hui l'utopie (ce qui n'a pas encore été essayé) lucide est porteuse de perspectives émancipatrices.

Dissocions le temps électoral, sans le négliger, de la construction de commun par l'implication du plus grand nombre. Ce temps électoral constitue un temps fort pour le débat, la problématique n'étant pas l'exercice du pouvoir pour le pouvoir mais bel et bien celle du « pour faire quoi » en mettant au centre du projet collectif, sans ostracisme à l'encontre de quiconque, ni dogmatisme, l'épanouissement des êtres humains et l'équilibre de nos écosystèmes. C'est aussi la façon d'exercer le pouvoir par une information permettant de faire croître l'expertise citoyenne et rendre effectif le contrôle citoyen, par la réappropriation par le plus grand nombre de leurs propres affaires.

Gardons comme boussole la NECESSAIRE COHERENCE POLITIQUE dans le cadre de ce processus nécessairement long.

Ne laissons pas croire que c'est en mettant d'une part un bulletin dans l'urne une fois tous les cinq-six ans en moyenne (ce que l'on nous accorde encore... comme un exutoire) et de faire d'autre part « une unité » un jour d'élection pour préparer dès le lendemain « une autre unité » pour la suivante que nous construisons les rapports de forces nécessaires.

Construisons la nécessaire complémentarité pour articuler mouvement social, initiatives citoyennes et mouvement politique, les premiers se nourrissant des perspectives de l'autre et le second travaillant à produire de la réflexion à partir des exigences démocratiques, écologiques, sociales et de solidarité portées par les premiers. Actions et réflexions s'alimentant les unes les autres.

Le mouvement lycéen a réussi à faire reculer, même si c'est pour un temps seulement, le gouvernement parce qu'il a été aidé... par le mouvement grec et par des dynamiques d'auto organisations...

Participons de toutes nos forces, sans volonté hégémonique, aucune organisation ne pouvant à elle seule porter le projet (projet et non programme clés en main), dans le cadre de ce processus à partir de cette cohérence politique dans les luttes et dans les urnes. Avançons vers l'émancipation des êtres humains, retrouvons le sens de l'équilibre de nos écosystèmes par une réduction drastique de notre empreinte écologique au Nord, par une lutte contre toutes les injustices et les inégalités, par une décroissance équitable, par une sobriété volontaire. Evo Morales a une belle formule, celle de « Bien Vivre » en harmonie avec notre « Terre Mère »

Sur le plan de la sémantique affirmons que nous rejetons cette union européenne pour construire l'EUROPE DES PEUPLES.

Cette union européenne organise par ses traités une zone a-démocratique construite par le haut et où le poids des lobbies en tout genre pèsent bien plus que la voix des citoyen(ne)s (Cf. Europe, la trahison des élites de Raoul Marc Jennar), tête de pont de la globalisation, une zone de libre échange et de compétition (la liberté du renard dans le « libre » poulailler), une zone forteresse (liberté des capitaux mais pas pour les êtres humains), une zone belliqueuse arrimée à l'OTAN conduisant aux guerres, intérieure et extérieure, selon la théorie du choc des civilisations et/ou du bouc émissaire...

L'EUROPE DES PEUPLES sera fondée sur des valeurs de justice, d'égalité, de libertés, de fraternité, de solidarité, bref sur des valeurs émancipatrices...

1) Elle doit être démocratique, fondée sur la souveraineté populaire en faisant nôtre le projet d'une élection d'une assemblée constituante chargée d'élaborer une constitution, pour la soumettre ensuite par référendum au vote de l'ensemble des peuples à partir, bien évidemment, d'une citoyenneté de résidence. Mais aussi, comme au niveau de l'hexagone d'ailleurs, travaillons à mettre en place un processus constituant de façon à ce que le plus grand nombre puisse s'impliquer dans la rédaction de cette constitution avec une nécessaire information/formation libérée du marché et tout autant dans l'organisation des contre pouvoirs nécessaires à toute démocratie représentative. Ne nous limitons pas à la démocratie institutionnelle car cette démocratie doit être également effective sur le plan économique.

2) Cette Europe Politique doit être porteuse dans son projet d'une charte garantissant l'accès et l'effectivité des droits et libertés fondamentaux des êtres humains attachés à la personne en nous gardant d'imposer une quelconque uniformisation occidentale. Elle doit être fondée sur l'éthique.

Elle doit définir les biens communs de l'humanité, leur socialisation et le contrôle citoyen. Elle doit garantir la non brevetabilité du vivant, le respect de la biodiversité et de nos écosystèmes, la sécurité et la souveraineté alimentaires dès maintenant et pour les générations futures.

Son projet doit être porteur d'une réorganisation de nos modes de production, de consommation et d'échanges fondés sur la coopération. Sortons de la cupidité et de la compétition pour aller vers l'égalité et la solidarité du grand nombre. Dépassons l'individualisme et l'envie de posséder sans limite, retrouvons le sens du collectif permettant l'épanouissement des citoyen(ne)s, leur auto organisation dans des collectifs autogérés non marchands à partir de la valeur d'usage à chaque fois que possible.

Libérons-nous dans la production pour tendre vers le dépassement du salariat et de la production pour nous extraire progressivement du marchand par une décroissance équitable et la sobriété volontaire, par le développement de la gratuité ou la semi gratuité, par une détoxification de la consommation « poussée » par la publicité et du gaspillage alors que les besoins fondamentaux du plus grand nombre ne sont pas assouvis,

Ceci passe dans l'urgence par une autre répartition des richesses produites par le travail contraint, par une augmentation de la part revenant aux salarié(e)s, salaire direct et salaire socialisé, par la fixation d'un revenu maximal, par la mise en place d'une sécurité professionnelle et de formation s'incluant dans le cadre d'une grande sécurité sociale sous contrôle citoyen.

Par la reconstruction des collectifs de travail pour aller vers l'autogouvernement mais ne se limitant pas à l'exercice de la gestion tout en prenant en compte la finalité de la production et ses conséquences sur l'environnement et l'alimentation: produire pour qui ? Pourquoi ? Au détriment de qui et de quoi ? Qui tient le couteau dans le partage du gâteau ? Quelle est la « qualité » du gâteau ? Cette nouvelle organisation dans la production fondée sur la dignité et le respect des citoyen(ne)s conduit à mettre en place des conditions de travail permettant d'en finir avec cette course folle à la productivité délétère pour la santé physique et psychique des êtres humains. Parallèlement il s'agit de reprendre le chemin de la réduction du temps de travail contraint. Cela passe par l'instauration d'un revenu d'existence attaché à la personne et donc universel.

3) Appréhendons la question des services publics comme celle de l'accès et de l'effectivité des droits humains fondamentaux, ils doivent être sortis de la loi de la concurrence, « démarchés ». La logique capitaliste soumet les services publics à la loi de la concurrence ce qui les met dans l'incapacité de faire face à leurs missions et sert de

prétexte à leur démantèlement pour mettre la main sur des marchés colossaux. Il s'agit dans l'urgence de défendre les services publics sans toutefois revenir au statut ante car il s'agit de les reconstruire, redéfinir leur périmètre, assurer une gestion sous forme d'appropriation sociale sous contrôle citoyen au niveau le plus pertinent, développer les coopérations et les solidarités ici et là-bas. Appréhendons la problématique de la gratuité, ils sont nos biens communs et participent à rendre les conditions de vie plus dignes pour le plus grand nombre, ils donnent du sens à l'expression d'une vie collective fondée sur le plus de lien et moins de biens marchands ! Cela nécessite une convergence, là encore, dans l'action et la réflexion des salarié(e)s des Services Publics et des citoyen(ne)s usagers.

4) La monnaie est un bien commun, remettons la BCE sous contrôle politique, en nous inspirant de ce que mettent en place nos camarades d'Amérique latine à propos de la banque du Sud, par la création d'un pôle bancaire européen socialisé sous contrôle citoyen. Agissons pour l'abolition de la dette. Interdisons les paradis fiscaux.

5) Cette Europe politique doit œuvrer à la paix dans le monde, sortir de l'OTAN et de la théorie du choc des civilisations, établir des ponts entre les peuples dans le respect de chacun. Après l'esclavage, la colonisation, l'exploitation des ressources naturelles l'Union européenne exploite maintenant les cerveaux au Sud versus «immigration choisie » Il est temps de mettre fin à ses murs aussi illusoires qu'inhumains. Appréhendons la problématique de la militarisation des sociétés et des faramineuses dépenses militaires.

Bref il s'agit d'agir ici, là-bas, sans aucun « occidentalocentrisme » et maintenant. Ne plus attendre d'un bulletin de vote ou du grand soir des lendemains radieux.

Attachons-nous à faire se parler les différentes cultures, tissons les nécessaires liens, convergeons comme autant de voies pour dépasser ce système capitaliste, en gardant comme autre boussole, la nécessaire irruption citoyenne, sinon toute prise du pouvoir et non seulement illusoire mais dangereuse, l'histoire nous le rappelle.

Fraternellement, Claude, Aix en Provence, le 15 mars 2009